

MARRAKECH – Séances de l'après-midi des boursiers

Mardi 8 mars 2016 – 18h00 à 19h30 WET

ICANN55 | Marrakech, Maroc

HOMME NON IDENTIFIÉ : Début de la séance de l'après-midi des boursiers, le 8 mars à 18h00 IST [inaudible]

JEANNIE ELLERS : Je pense que nous avons tous eu une longue journée aujourd'hui. Tout le monde a l'air un peu plus fatigué qu'à 7h ce matin. Comment allez-vous ? Vous allez tous bien ?

HOMME NON IDENTIFIÉ : Oui.

JEANNIE ELLERS : Très bien, ça n'avait pas l'air très sincère. Certains d'entre vous n'arrivent même pas à faire semblant. C'est OK, c'est pas grave. Nous allons commencer la séance. Ça fait deux minutes que nous sommes là, nous nous débrouillons bien. Je suis fière de nous, c'est bien. Merci d'être arrivés à l'heure. Je crois qu'il manque encore quelques personnes. Nous allons commencer par une présentation ou une discussion au sujet du NomCom, et

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

à 6h30, nous allons aussi avoir une conversation au sujet du GAC.

L'intervenant qui devait prendre la parole a eu un accident de calendrier, et c'est certainement à cause de mon e-mail. Tracy Hackshaw est donc ici, et à 6h30 il va venir et parler du GAC, et répondre à vos questions plus en détail que ce que je ne suis capable de faire, malgré la petite présentation que j'ai faite au cours de notre dernière séance. S'il vous plaît, prenez la parole, elle est à vous.

STÉPHANE VAN GELDER : Merci Jeannie. Salut, je suis Stéphane Van Gelder, je préside le Comité de nomination. Hans Petter Holen, à ma gauche, en est le président élu. Je vous expliquerai ce que ça signifie dans une minute. Wolfgang Kleinwachter est aussi avec nous, il est le président adjoint, vous avez avec vous toute l'équipe du Comité de nomination. Je vous expliquerai tout ça dans une minute, juste quelques mots en guise d'introduction.

Pour commencer, c'est un plaisir d'être ici. Nous nous assurons de prendre le temps de rencontrer nos participants boursiers à chaque réunion de l'ICANN, c'est très important, et ça veut dire que certains d'entre vous nous ont déjà entendu parler, dans ce cas je suis désolé, il se peut que ce soit légèrement redondant.

Mais j'espère qu'il y a un nombre suffisant de nouveaux boursiers dans la salle pour que ça reste intéressant. Et même si vous avez déjà entendu tout ça, à chaque fois que nous l'avons fait, nous avons eu des questions très intéressantes, donc je suis sûr que ça va continuer.

Qu'est-ce que le Comité de nomination ? Le Comité de nomination est la manière dont l'ICANN fait entrer du sang extérieur, du sang frais, ou différentes personnes aux postes d'encadrement clés. Et je suis sûr que vous avez découvert dans les méandres autour des réunions de l'ICANN, que l'ICANN peut être une communauté parfois obscure, fermée, ou difficile à pénétrer. Ça veut dire qu'intrinsèquement, vous avez tendance à arriver à des postes d'encadrement, ces personnes qui sont des habitués de l'ICANN, plutôt que d'amener des personnes qui pourraient offrir de nouvelles perspectives au travail de l'ICANN.

Donc pour contrebalancer cet effet, un Comité de nomination a été créé. Le Comité de nomination en lui-même n'est pas un nouvel outil de gouvernance. C'est quelque chose qui est utilisé par de nombreux Conseils d'administration. De nombreuses organisations utilisent des Comités de nomination pour recruter et faire ce que nous faisons, donc ça n'est pas nouveau. Mais ce que le Comité de nomination de l'ICANN fait, c'est de permettre aux personnes qui n'auraient pas forcément entendu parler de

l'ICANN auparavant, de participer à expérience de gouvernance unique dont vous avez tous entendu parler. Et c'est l'ICANN, et c'est un endroit plutôt excitant, et je suis sûr que tous les retours que vous avez entendus de la part des volontaires disaient la même chose.

C'est une chose assez unique, et c'est excitant d'en faire partie. Même si ça prend du temps, même si nous donnons beaucoup de notre temps, nous faisons du bénévolat sur une grande partie de notre temps, ceux d'entre nous qui sont là. Ce qui veut dire que oui, nous avons l'air un peu hagard à la fin de la journée. Ok, j'ai l'air sportif, il a l'air hagard. Mais ma journée a commencé un peu plus tard que la vôtre, mais ça a été une journée riche en réunions et panels etc.

Une leçon que j'ai apprise et que vous aimeriez sûrement prendre en considération si vous choisissez de participer tout le temps à l'ICANN, c'est de profiter de tout le temps libre que vous pouvez. Pour moi c'était 30 minutes de sport juste avant ça, et je suis content. Je veux dire que mon cerveau s'est un peu rafraîchit.

Pour en revenir au Comité de nomination, je voulais expliquer ce que nous faisons. Je veux maintenant expliquer ce que nous allons faire cette année spécifiquement, parce que chaque NomCom est un cycle unique. C'est un organisme indépendant

qui fonctionne pendant un an, et qui a un mandat de un an. Pour vous donner un exemple, cette année, nous recrutons trois personnes pour le Conseil d'administration de l'ICANN. Je laisserai Hans entrer dans de plus amples détails dans une minute. Un siège du Conseil de la GNSO. Un sièges du Conseil de la GNSO et deux sièges du Comité consultatif At-Large. Nous travaillons beaucoup à la fois à une sensibilisation, à un rôle du genre recrutement, ambassadeur. Nous sortons, utilisant tous les canaux que nous pouvons, y compris le vôtre. Ce message est pour vous, mais aussi pour vos réseaux, si vous connaissez des personnes qui pourraient être intéressées à participer et à postuler au NomCom. Nous utilisons tous ces canaux pour essayer de faire postuler les personnes à ces postes. En général, nous y arrivons plutôt bien. Nous recevons en moyenne une centaine de candidatures par an pour ce nombre général de sièges, donc moins de dix sièges.

C'est un processus assez difficile. Nous ouvrons une fenêtre d'application, cette année, elle se termine le 20 mars, c'est bientôt. À ce stade, lorsqu'elle se termine, nous passons ensuite à l'évaluation et à la sélection, et je vais laisser mes coaches expliquer le processus dans une minute. Mais, ce que je veux dire, avant que nous rentrions dans les détails du processus, c'est que pour ce processus spécifique, il s'agit d'atteindre aussi ce type de communauté. Les personnes qui vont apporter,

comme je l'ai dit, différents points de vue à l'ICANN, différentes cultures – je pense que c'est très important.

Il s'agit de diversité, et la diversité peut prendre plusieurs formes. Il s'agit aussi de la diversité du langage. Diversité d'habitude. Diversité de résolution de problèmes, parce que l'ICANN s'occupe de résoudre beaucoup de problèmes, ou de ne pas résoudre de problèmes, mais au moins nous essayons. Et toutes ces approches différentes, c'est pour ça que le NomCom est désigné. C'est important, parce que si vous prenez juste le Conseil d'administration de l'ICANN, nous recrutons la moitié du Conseil d'administration de l'ICANN. 50% du Conseil d'administration de l'ICANN est peuplé par le Comité de nomination, c'est donc un morceau important du travail et c'est quelque chose, je l'espère, qui va au moins vous intéresser pour une question d'observation, si vous n'êtes pas impliqué. Hans Petter, je peux vous donner la parole ?

HANS PETTER HOLEN : Merci Stéphane. Stéphane, vous a parlé des postes, donc comment est-ce que vous postulez ? Est-ce que quelqu'un le sait ? Exactement, en ligne. Bien sûr, nous utilisons Internet pour tout, n'est-ce pas ? Très bien. Il y a un URL appelé nomcom.icann.org et vous y trouverez toutes les informations

dont avez besoin. La deadline est le 20 mars, et c'est là que la période de candidature se termine.

Nous permettons encore aux candidats de mettre à jour leurs formulaires avant que nous commencions à les évaluer. Nous utilisons ensuite une société de recrutement professionnelle pour faire la première série d'entretiens pour les Conseils d'administration pendant que nous faisons nous-mêmes la première série d'entretiens pour les autres postes. Ensuite, le challenge qui nous attend, et sur lequel nous allons passer quelques mois, c'est de viser à réduire la liste de 100 à, disons, 10 pour les trois sièges et ainsi de suite.

Donc si nous avons sept sièges pour les différents postes, nous pourrions les descendre à 20/25/30 au mieux. Ensuite, nous devons nous consacrer aux entretiens sur le site. À la prochaine réunion de l'ICANN, nous inviterons les candidats que nous avons sélectionnés, après avoir eu les résultats de la société professionnelle comme apport à notre processus, et nous avons fait des recherches en ligne et nous avons vérifié les références. Et ensuite nous passons aux entretiens en personne des candidats au Conseil d'administration ici.

Une fois que c'est fait, le processus ressemble à lorsqu'ils choisissent le Pape au Vatican. Nous sommes enfermés à l'hôtel, et nous devons nous mettre d'accord sur comment nous

sélectionnons les postes avant que nous soyons autorisés à rentrer à la maison. Après ça, il y a un processus de diligence raisonnable fait par le service juridique de l'ICANN pour voir si les personnes que nous avons nommées sont vraiment qui elles prétendent être, qu'elles sont légalement qualifiées pour occuper les postes d'une société américaine californienne.

Nous vivons dans le monde réel, donc les avocats ont quelque chose à dire sur les compétences formelles, comme ne pas avoir été condamné, etc. Ensuite, quand tout ça est fait, nous annonçons le candidat et ils prennent leur place à la réunion de l'ICANN de l'automne, plus tard dans l'année. Ensuite, lorsque c'est fait, ce NomCom est terminé et un nouveau NomCom prend sa place. Et comme Stéphane l'a dit, je suis le Président élu cette année. Ça veut dire que si je fais un bon travail, le Conseil d'administration de l'ICANN pourrait me nommer comme Président pour le NomCom l'année prochaine. Qu'est-ce que fait Wolfgang ? Oui, vous vouliez nous dire ça, Wolfgang ?

WOLFGANG KLEINWACHTER : Merci beaucoup, je m'appelle Wolfgang Kleinwachter. Je fais partie des vétérans de l'ICANN, c'est ma 51^{ème} réunion de l'ICANN. J'ai parcouru cette organisation dans de nombreuses postes. J'ai fait partie du NomCom pendant six ans, deux ans au

Conseil de la GNSO, deux ans au Conseil d'administration. Donc je sais plutôt bien quelles sont les attentes.

Laissez-moi ajouter quelque chose à ce que Stéphane et Hans Petter ont dit. Deux remarques, une sur l'histoire et l'autre sur la philosophie. Si vous parcourez les livres d'histoire de l'ICANN, lorsque ce dernier a été désigné il y a 18 ans, l'idée était : comment créer un organisme de prise de décision, et comment le peupler. L'idée d'origine des personnes qui ont rédigé les premiers statuts constitutifs était de mettre le gouvernement dans un titre consultatif, et d'avoir ensuite un équilibre entre le fournisseur de services – vous pourriez dire le secteur privé – et l'utilisateur des services, vous pourriez dire la société civile, pour avoir un équilibre 9/9.

Mais comment trouver les représentants des utilisateurs ? La première idée était des élections. Nous avons organisé, en 2000, une élection mondiale pour au moins cinq sièges. C'était comme un projet pilote, « est-ce que ça peut marcher ? » Il y a eu les élections, plus de 200 000 personnes y ont participé, et nous avons tiré beaucoup de leçons. Nous avons dit : « OK, si nous continuons de cette manière avec les élections, nous allons terminer avec 4 milliards de votants. » Personne ne peut gérer des élections avec 4 milliards de votants, parce que chaque possesseur d'e-mail a le droit de participer à l'élection, donc ça

veut dire de participer à la réforme que l'ICANN a commencé dans les deux années, de 2001 à 2002, nous avons dit : « OK, il faut passer à un processus de sélection, pas à un processus électoral. » Mais le processus de sélection doit être aussi démocratique que possible et doit garantir que la voix des utilisateurs peut aussi être entendue dans le Conseil d'administration. »

Ça me mène au second point, à la philosophie. Je pense que le Comité de nomination est probablement l'élément le plus démocratique de l'architecture de l'ICANN, parce que la communauté elle-même sélectionne sa direction. Ça veut dire que chaque unité constitutive – l'Organisation de soutien, le Comité consultatif – envoie des membres votants au Comité de nomination. Donc le Président, le Président-élu et le Président adjoint sont des membres du NomCom sans droit de vote.

C'est la communauté qui peut voter pour choisir ses représentants. C'est vraiment un élément important. Ce n'est pas un groupe d'experts spécialistes qui choisissent comme ça des candidats, c'est la communauté qui a le pouvoir de sélectionner les candidats. Et je pense que c'est très important à savoir. Ça fait partie du problème de la responsabilité, dont nous allons maintenant parler plus largement. Mais le Comité de nomination est un élément important de tout ce système de

responsabilité. C'est deux points que je voulais soulever. Merci, et si vous avez des questions, nous serions tous les trois contents de vous répondre.

STÉPHANE VAN GELDER : Merci, Wolfgang. Peut-être qu'avant de passer aux questions, je voudrais ajouter deux choses. Premièrement, sur l'équipe de direction en elle-même, pour ajouter quelque chose à ce que mes deux collègues ont dit, cet organisme a des spécificités en terme de direction et la planification de le relève qui en fait partie. C'est ce que nous trois représentons. Hans Petter et moi-même sommes choisis par le Conseil d'administration, donc le Président et le Président élu. Le Président de l'année en cours et le Président de l'année suivante, ce qui peut causer certains problèmes, mais je ne veux pas rentrer là-dedans pour le moment.

Le Président adjoint est choisi par le Président, donc cette année j'ai choisi – ou demandé à Wolfgang si il voulait nous faire l'honneur de participer. L'idée derrière ça c'est de – il y a un peu eu des accros cette année, mais les années standards, le Président sortant devient le Président adjoint, il est donc là pour conseiller le nouveau Président et lui faire profiter de son expérience. Et ensuite, le Président élu est là pour observer et

apprendre pour que l'année suivante, il ou elle soit aussi efficace.

Je voulais souligner ça, parce que ce n'est pas quelque chose que vous allez retrouver dans de nombreux autres groupes. Il n'y a pas vraiment de planification de la relève au niveau de l'ICANN, ce qui pourrait être un problème. Et je voulais aussi expliquer comment nous sommes choisis, que le Conseil d'administration nous choisi aussi, et c'est quelque chose dans le modèle communautaire que Wolfgang a décrit comme le reste du Comité de nomination, cette opposition est légèrement différente.

Voilà, et nous serions très heureux de répondre à certaines de vos questions.

MARK DATYSGELD : Bonsoir, ma question est – je comprends ce que vous avez dit, mais quel montant de surveillance et quel genre de surveillance fait la communauté une fois que la décision finale a été prise ? C'est ma question, merci.

STÉPHANE VAN GELDER : Je vais répondre à une question différente, et je vais ensuite essayer de vous répondre, comme tout bon politicien. La

question que je pensais que vous alliez poser, c'est comment la communauté a autant de surveillance au cours du processus. Le NomCom a travaillé très dur au cours des années passées pour s'assurer que la communauté a une vue claire du travail que nous faisons jusqu'à ce qu'une chose qui doit absolument toujours rester confidentielle, qui est les informations du candidat.

Nous ne dévoilons pas qui sont les candidats pour des raisons évidentes. Les gens peuvent nous faire parvenir leur candidature même s'ils ont un travail et qu'ils ne veulent pas que leurs employeurs soient au courant ou pour toutes autres circonstances qui signifieraient que ce processus échouerait si nous divulguions les renseignements relatifs à un candidat. À part ça, nous travaillons très dur pour rendre notre processus aussi transparent que possible. Je vais vous donner un exemple : demain, à 10h45, dans la salle que Joette vient de mentionner, il y aura notre réunion publique. Voilà notre effort, travailler devant la communauté. Une des choses que nous allons faire au cours de cette réunion publique, c'est de discuter et prendre en compte les considérations de la communauté sur les types de questions que nous devrions poser aux candidats lorsque nous les sélectionnons et que nous leur faisons passer un entretien. Sur les éléments de la responsabilité, je pense que nous travaillons dur et que nous obtenons des résultats.

Pour en revenir à votre question, qui était la responsabilité une fois que la décision a été prise. Je pense que c'est vraiment la révision et la capacité de comprendre comment nos représentants, les personnes que nous avons sélectionnées et qui occupent ces postes sont en train de faire. C'est quelque chose de légèrement différent. Voulez-vous répondre là-dessus ?

HANS PETTER HOLEN :

Je ne sais pas ce que vous avez en tête, mais je voulais ajouter deux choses. La première c'est que nous publions tous les mois des bulletins pendant le processus pour vous dire ce qu'il se passe, pour que vous puissiez lire quel processus nous suivons, et il y a aussi un rapport final du Président à la fin de cette période, où vous pouvez aussi trouver des suggestions d'amélioration pour le cycle suivant. Comme les autres organismes de l'ICANN, il y a également une révision du NomCom de temps en temps, et je pense que la prochaine est programmée pour 2017. Donc si je suis Président à ce moment-là – tous les cinq ans. Il y aurait alors une révision par un organisme indépendant, sur comment le NomCom fonctionne.

Au final, la seule manière pour vous de voir si nous avons bien travaillé ou non, c'est de regarder les Présidents et de voir si ils ont fait du bon boulot ou non.

WOLFGANG KLEINWACHTER: Ouais, je pense que c'est important de comprendre que le principe de confidentialité est un instrument pour protéger les candidats. Vous lisez sûrement les articles. Kieren McCarthy en a parlé dans le Registre, qu'il y a une conspiration dans le Comité de nomination. C'est totalement absurde, et je vais vous expliquer pourquoi.

Si nous voulions rendre le processus public et annoncer le nom des candidats, ça se terminerait en élection. Il y aurait alors une campagne. Les gens partiraient en campagne électorale pour avoir plus de voix. Le processus de sélection suit un certain plan, parce que cette année nous sélectionnons trois membres du Conseil d'administration et nous avons certains membres du Conseil d'administration en exercice. Au final, si nous avons dix candidats sélectionnés, tous les candidats sont certainement faits pour le Conseil d'administration. Nous avons d'excellents candidats.

Mais nous devons ensuite sélectionner les candidats qui donneraient un équilibre au Conseil d'administration en tant qu'ensemble. Ce qui signifie que si nous avons dix avocats au Conseil d'administration, il n'y a pas besoin d'en avoir un 11^{ème}, même si nous avons un excellent avocat parmi les candidats. Si nous n'avons pas d'ingénieur au Conseil d'administration et que

nous disons ensuite que nous devons prendre un ingénieur, et que nous cherchons un excellent ingénieur. Ça veut dire que vous devez avoir beaucoup de critères. Parité, géographie, compétences, et tout ça influence au final la décision.

Pour autant, pour garder le nom des candidats confidentiels, c'est un instrument pour protéger le candidat. Encore une fois, c'est pourquoi j'ai expliqué la démocratie avec la sélection de membres votants du NomCom. C'est extrêmement difficile d'avoir une cabale dans le NomCom, parce que c'est un groupe tellement divers, et l'année suivante il y a un autre NomCom. Ça veut dire que vous ne pouvez pas fonder une conspiration pour ce que Kieren McCarthy a dit. C'est vraiment absurde.

STÉPHANE VAN GELDER : Merci, Wolfgang. Nous allons prendre une autre question, bien que je voudrais suggérer que si nous avons un Conseil d'administration avec dix avocats, nous faisons incontestablement quelque chose de travers.

ADETOLA SOGBESAN : Je voudrais revenir à la question qui a été posée par mon camarade. Je pense qu'il ne parlait pas de processus, il parlait d'indice de performance clé. Comment est-ce que vous employez quelqu'un ? Est-ce que c'est le Conseil

d'administration qui va mesurer les indicateurs clés de performance, ou est-ce la communauté? J'aurais tendance à penser que comme la communauté a choisi le Conseil d'administration, alors le Conseil d'administration représente la communauté. Je pensais que ce serait la réponse à la question.

STÉPHANE VAN GELDER : Merci. Comme d'habitude – et c'est exactement la tendance que j'ai observé par le passé – on nous pose d'excellentes questions et je suis toujours impressionné par la profondeur que vous mettez dans le processus de pensée quand vous posez vos questions. C'est un point décisif, pour lequel le NomCom s'est battu pendant plusieurs années. Vous attendez ça parce que le comité met les gens là, le comité devrait suivre, il serait logique que ce soit le même comité.

Une des choses contre laquelle nous nous sommes battus est la dissolution du NomCom. Le NomCom est, comme je l'ai dit, un processus annuel, il se dissout à la fin de l'année et il y a ensuite un NomCom différent. Personnellement, de mon point de vue, ça ne devrait pas empêcher le NomCom suivant d'examiner ce que les membres nommés par le Comité de nomination et les CA ont fait. Mais c'est quelque chose contre quoi la communauté et le NomCom se sont battus, et nous n'avons pas encore trouvé exactement la bonne réponse.

Cependant, oui, quand vous mettez les gens dans ces postes, les organismes eux-mêmes sont supposés évaluer. Certains le font, d'autres non. Le Conseil d'administration a un processus de révision interne. Il n'est pas publié pour la communauté, et c'est la décision du Conseil d'administration. Il est donc difficile même pour le NomCom de voir ce qui a été fait par le passé, si ça a été efficace ou non.

Excepté pour les conversations évidentes. Vous pouvez parler aux gens dans les couloirs et les gens peuvent vous dire : « Oh, ce type est bien mais cette femme non » ou peu importe. Mais à part ça, il n'y a pas de processus et les autres organismes ont une sorte de révision ou n'en ont pas. Ça dépend. Les KPI en tant que tels, comme vous l'utiliserez pour un projet, n'existe pas. C'est probablement une chose sur laquelle la communauté doit continuer à travailler. D'autres questions ? S'il vous plaît.

MADHVI GOKOOL : Qu'entendez-vous par membres votants du NomCom ?

HANS PETTER HOLEN : La plupart des membres du NomCom sont des membres votants, ils sont donc envoyés par les organisations de soutien. La direction, nous trois, ne votons pas. Nous sommes juste là

pour simplifier le processus, et nous avons aussi des membres sans droit de vote de l'ITF.

Tout au long du processus, nous travaillons à évaluer les candidats et tout le monde travaille à réduire la liste. Nous tirons ça à la courte-paille. Et quand nous avons un vote final qui confirme que c'est le résultat, alors seuls les membres votants peuvent voter sur cette liste définitive.

MADHVI GOKOOL :

OK, maintenant j'ai une autre question. Vous dites que chaque année, le NomCom est dissous et qu'il y a un nouveau NomCom. Est-ce qu'il est arrivé que les mêmes membres votants fasse partie du NomCom ?

HANS PETTER HOLEN :

Oui, en tant que membre du NomCom, vous pouvez seulement avoir un mandat de deux ans. Donc c'est à votre organisation de soutien de décider si ils vont vous envoyer à nouveau l'année suivante. Donc les deux années avant que je devienne Président élu, j'ai été envoyé ici par l'Organisation de ressources de numéros, l'ASO, l'Organisation de soutien à l'adressage, et il m'y ont envoyé pour deux ans. Mais ça veut dire qu'en moyenne, la moitié du NomCom change tous les ans. Ce n'est pas le même NomCom.

STÉPHANE VAN GELDER : C'est un terme de un an, donc vous pouvez remplir deux termes de un an. Wolfgang.

WOLFGANG KLEINWACHTER: Je voulais juste ajouter que le Comité consultatif gouvernemental a été invité à rejoindre le NomCom, mais les gouvernements ont décidé de rejeter cette invitation pour deux raisons. L'une est que les représentants du Comité consultatif gouvernemental devraient baser leur intervention sur le consensus du GAC. Et en respectant le principe de confidentialité, ce ne serait pas possible.

D'autant que c'était le gouvernement qui avait décidé de ne pas rejoindre les Comités de nomination. Ce n'est pas comme si nous avions exclu le GAC. Ils peuvent l'envoyer s'ils ont délégué à un candidat, donc c'est une porte ouverte, mais ils ont décidé de ne pas participer au NomCom. Et le représentant gouvernemental dans le Conseil d'administration est un agent de liaison sans droit de vote dans le Conseil d'administration.

STÉPHANE VAN GELDER : Merci. D'autres questions ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Nous avons encore le temps pour deux questions.

STÉPHANE VAN GELDER : S'il vous plaît.

HASHIM NOUMAN : J'ai une petite question. Est-ce qu'il y a des membres très jeunes dans le Comité de nomination ?

STÉPHANE VAN GELDER : À part moi ? Non, il n'y a pas beaucoup d'âges différents, et c'est une autre bonne question. Je me bats pour penser à une raison, parce que nous, l'équipe de direction, n'avons aucun apport dans le processus d'élection des membres. Les organisations qui élisent les membres du NomCom, nous n'y contribuons pas. Alors pourquoi est-ce qu'ils choisissent des personnes plus âgées ? Je ne sais pas. Il se peut que personne d'autre ne veuille le faire. Il se peut qu'ils veulent de l'expérience. Pour être honnête, je n'ai aucune idée de l'éventail d'âge des membres du NomCom, et c'est peut-être quelque chose sur quoi nous devrions nous pencher. C'est une excellente question.

JOETTE YOUKHANNA : Je pourrais ajouter quelque chose ?

STÉPHANE VAN GELDER : Oui, bien sûr. Joette. Désolé, c'est Joette et [Gia]. Elles font toutes deux partie de notre personnel et nous ne pourrions vivre sans elles.

JOETTE YOUKHANNA : Oui, nous avons une équipe à suivre. En ce qui concerne l'âge, l'autre chose en rapport avec l'âge des membres du comité, l'autre chose, c'est la parité. Cette année, deux femmes font partie du comité, et le reste sont des hommes. C'est donc quelque chose en plus que nous essayons toujours d'équilibrer dans l'équipe de candidats pour avoir plus de femmes dans des rôles de direction au sein de l'ICANN. Ce que nous recherchons, et nous allons peut-être en parler avec l'équipe de direction, pour comment nous pouvons au mieux encourager les organisations et les comités qui nous donnent des membres au prochain Comité de nomination pour que nous ayons plus de parité. C'est tout.

HANS PETTER HOLEN : OK. Pour continuer là-dessus, est-ce que quelqu'un sait quelle est la date d'aujourd'hui ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Je sais.

HANS PETTER HOLEN : Qu'est-ce qui est spécial aujourd'hui, à part l'anniversaire de ma fille ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : La Journée Internationale des Droits des Femmes.

HANS PETTER HOLEN : Exactement, la Journée Internationale des Droits des Femmes. Jusqu'à présent, nous avons sur la liste 81 hommes et 10 femmes pour ces postes. Pourquoi n'y a-t-il pas plus de femmes candidates à ces postes ?

HOMME NON IDENTIFIÉ : Elles sont occupées à fêter la Journée Internationale des Droits des Femmes.

HANS PETTER HOLEN : L'autre chose sur laquelle nous devons réfléchir, vous savez, en Afrique. Sur les 92 candidatures, il y en a 15 venant d'Afrique, c'est la moitié par rapport à l'Europe, à l'Asie du Pacifique et aux

États-Unis. Alors s'il vous plaît rentrez chez vous et voyez si vous ou certains de vos amis ne veulent pas occuper ces postes.

STÉPHANE VAN GELDER : Merci, Hans Petter. Je me demande s'il y a un lien entre le fait que le NomCom soit rempli d'hommes assez âgés, et le fait qu'aucune femme ne postule. Enfin, s'il vous plaît.

ARSENE TUNGALI BAGUMA : Ma première question est, que faut-il pour pouvoir être un membre du Conseil d'administration de l'ICANN ? Et la deuxième question serait peut-être, quels sont vos critères de sélection – Wolfgang, est-ce ? Est-ce le Président adjoint ?

STÉPHANE VAN GELDER : C'est un allemand sympathique. Ce qui est assez rare, donc j'ai pensé le choisir. En ce qui concerne le temps – je ne veux pas éviter votre question, mais je sais que nous courrons après quelqu'un d'autre et il y a deux autres personnes. Les compétences requises pour le Conseil d'administration sont publiées sur notre site web, <http://nomcom.icann.org>, et avec cet URL, il y a une panne par an. Donc si vous cliquez sur 2016, vous verrez les compétences que le Conseil d'administration nous a envoyées.

Nous n'inventons pas les compétences. Nous demandons à chaque groupe : « Qu'est-ce qu'il vous faut cette année ? » Ils nous envoient les compétences que nous publions pour que les candidats puissent les voir. C'est donc sur le site. À propos du Président adjoint – je ne suis pas sûr que vous étiez là. Avant, nous avons expliqué que ce plan de succession commençait avec lui. Le Président élu apprend, le Président préside et le Président adjoint est généralement le Président de l'année précédente, il est là pour conseiller le Président.

Donc nous avons l'expérience de l'année précédente, la présidence, et une nouvelle personne qui apprend. Ça a été légèrement différent cette année, mais une des raisons pour laquelle j'ai choisi Wolfgang, c'est parce qu'il a présidé le NomCom par le passé. Mis à part le fait qu'il ait une énorme expérience, et qu'il était un membre sortant lorsque je l'ai choisi, ce qui veut dire qu'il pouvait aussi nous aider à comprendre le Conseil d'administration. Merci.

HIBA ABBAS YOUSIF :

Je voudrais juste compléter la question d'Arsène, parce qu'au début, vous avez dit que le NomCom est une manière d'injecter du sang frais au Conseil d'administration. Mais je suis un nouveau venu, et toute la structure de l'ICANN est encore confuse pour moi. Est-ce que vous pensez que dire aux gens qui

je suppose plongent en eaux profondes, est-ce que c'est efficace ou peut-être en comparant le fait d'avoir quelqu'un qui a déjà été [inaudible] et le groupe de travail et qui a ensuite été élu ? Avez-vous une sorte de système pour ça ?

STÉPHANE VAN GELDER : Oui, merci pour votre question, parce que ça m'aide à vous dire que nous recrutons des gens pour quatre groupes, pas seulement pour le Conseil d'administration. Et une manière idéale d'entrer dans ce processus est de postuler pour quelque chose d'autre. Par exemple, postuler pour l'ALAC, le Comité consultatif At-Large, ou un des Conseils. C'est également une manière d'apprendre les ficelles. C'est une manière d'apprendre les ficelles avec bien moins de pression. Il est en effet peu probable qu'une personne qui n'a absolument aucune connaissance, expérience ou histoire avec Internet ou cet environnement soit choisie dès la première fois pour le Conseil d'administration.

Cependant, ça arrive, et il arrive régulièrement que les gens qui sont fraîchement élus à ces autres postes comprennent, et progressent ensuite dans d'autres postes de direction. En effet, je pourrais ajouter, ça ressemble beaucoup à ce qui se passe avec les boursiers. Nous voyons beaucoup de boursiers arriver, apprendre les ficelles, et ensuite, vous les retrouvez à des postes

clés de direction au sein de l'ICANN. C'est la même façon de penser. Est-ce que nous pouvons en entendre une de plus ? Je sais que vous vouliez poser une question.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Je voulais juste développer la question que mon collègue vient de poser, sur la diversité des âges. J'aime le modèle que vous utilisez pour la continuation de la direction. Et ce que je me demande maintenant, c'est : est-ce que vous avez un programme pour les jeunes aspirants représentants de demain que vous mettez sous mentorat ? Et après, est-ce que vous vous assurez que lorsqu'ils deviennent aussi vieux que vous, qu'ils sont capables de diriger avec les expériences du passé ? Je voulais juste comprendre ça.

STÉPHANE VAN GELDER : Quand vous dites : « aussi vieux que vous », c'est lui que vous regardez ?

HANS PETTER HOLEN : Je me suis impliqué dans tout ça il y a 16 ans, lorsque l'ICANN a été formé, et à l'époque j'étais jeune. Quand je suis entré au NomCom, j'ai remis en question certains des membres les plus

âgés de ma communauté. Il y avait des gens plus âgés que moi de 10-15 ans qui étaient là.

STÉPHANE VAN GELDER : Et ils ne sont pas morts.

HANS PETTER HOLEN : Et ils ne sont pas morts. Ce que j'essaie de vous dire, c'est que si vous êtes membre de l'ALAC ou de quelque chose d'autre, levez la main et dites : « Je voudrais faire partie du NomCom l'année prochaine. Je voudrais faire partie du comité. » Parce que ceux qui sont élus par habitude parce que nous avons été là si longtemps, peut-être que nous devrions mettre en place une sorte de recul pour laisser la place à du sang neuf. Ce n'est qu'une question d'initiative.

JOETTE YOUKHANNA : Au sujet de la note dont Stéphane parlait, de combien ce groupe est important, le programme boursier est très important pour faire entrer de nouveaux participants au sein de toute l'organisation de l'ICANN. Mais je voulais aussi souligner que cette année, nous avons Amir, qui était un bénéficiaire boursier, et qui fait maintenant partie du Comité consultatif At-Large de

l'Asie Pacifique, l'APRALO. Ça va être sa première année, donc participez et des choses peuvent se passer.

STÉPHANE VAN GELDER : Oui, merci Joette. J'aurais dû dire quelque chose, parce que j'ai vu Amir entrer, c'est ma faute. Je pense que nous allons y mettre fin.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Juste un commentaire rapide. Après avoir participé à trois jours de toutes sortes de séances, votre travail me paraît assez simple en tant que nouveau venu.

STÉPHANE VAN GELDER : Non, c'est quelque chose de sérieux, vous ne pourriez pas être plus loin de la vérité. C'est quelque chose d'extrêmement difficile à faire, pour deux raisons. Premièrement, comme Wolfgang l'a expliqué plus tôt, parce que toute la communauté est représentée au NomCom, les gens doivent se réunir et se mettre d'accord, et ils ont des points de vue très différents, des objectifs et des perspectives très différents, donc ce n'est pas simple.

L'autre raison pour laquelle c'est difficile, c'est la qualité des candidats eux-mêmes. Et pour être honnête – je fais partie du

NomCom depuis 2013, et au cours de ces trois années, la qualité a rapidement augmenté. Elle était déjà haute, et ça rend aussi les choses très difficiles. Wolfgang a dit que si nous ne sélectionnons que dix candidats, ce serait dix candidats excellents.

C'est donc beaucoup de travail. Une fois que la période de candidature se termine, nous nous réunissons toutes les semaines, nous devons réduire l'équipe, c'est beaucoup de travail. Si nous donnons l'impression que c'est facile, c'est bien.

JEANNIE ELLERS :

Je pense que vous venez de très bien expliquer les choses. Ils ont eu une matinée bien remplie, à écouter le Groupe des représentants des entités non commerciales, et à essayer de tout rassembler cette semaine, et à voir comment tout ça s'ajuste. C'était de loin – je ne veux pas revenir en arrière et dire simple, mais une des structures les plus simples à assimiler, donc merci beaucoup, c'était une présentation très approfondie et très facile à comprendre. J'ai appris quelque chose de nouveau et je fais maintenant partie de l'ICANN depuis neuf ans, donc merci.

STÉPHANE VAN GELDER : Parfait, merci beaucoup.

JEANNIE ELLERS : Donc Tracy, nous allons passer à notre présentateur suivant aussi vite que nous pouvons, merci beaucoup Stéphane. Aussi captivante qu'était ma présentation sur le GAC, elle n'était certainement pas aussi approfondie que celle de ces gentleman vont l'être. Il va pouvoir vous donner une perspective. Tracy Hackshaw est un ancien Vice-président du GAC, et il est actuellement un mentor et aussi un bénéficiaire boursier. Donc nous aimons beaucoup avoir Tracy avec nous. Il va vous parler du fait d'être un membre du GAC, comment est cette expérience, et vous parler un peu plus de comment le GAC fonctionne. Je vous ai permis d'avoir une vue d'ensemble de la manière dont fonctionne le GAC, et il peut vous donner un aperçu un peu plus en profondeur du point de vue du gouvernement plutôt que de mon point de vue génial.

TRACY HACKSHAW : Merci, je suis sûr que la présentation de Jeannie était vraiment super. Elle l'était, oui. Très bien, donc je suis Tracy Hackshaw. Je suis boursier, tout comme vous. Boursier un jour, boursier toujours, comme ils disent. Qui dans l'assemblée vient du gouvernement ? Y a-t-il quelqu'un dans la salle ? OK, est-ce que vous connaissez vos représentants du GAC ? Oui, en quelque sorte ? Parfait. Jeannie vous a un peu parlé de comment le GAC

fonctionnait. Je ne vais pas vous ennuyer avec ça aujourd'hui. Je vais prendre les questions. Et juste pour vous dire que la clé pour le GAC et la manière dont il devrait fonctionner est que vous devriez savoir qui est votre représentant du GAC.

Je pense que c'est très important, parce que les gouvernements se réunissent en ce moment – je pense qu'ils doivent encore être ensemble. Je viens du gouvernement. Les gouvernements pensent qu'ils représentent leurs électeurs, dont les sociétés, les académies, le personnel technique, la société civile font tous partie, donc si vous ne connaissez pas vos représentants du GAC, ou que vous ne leur parlez pas, alors ils vous représentent sans que vous leur ayez parlé.

Comme vous le savez, ils parlent en ce moment des problèmes de responsabilité. Et plusieurs pays ont donné leur opinion, mais est-ce que c'est vos opinions ? Est-ce que vous avez parlé à votre représentant du GAC ? Brésil, est-ce que vous avez parlé à votre représentant du GAC ? Est-ce que vous savez quelles sont les opinions du Brésil sur le GAC ? Si il y a un boursier brésilien. Oui ? Qui est le, ou les boursiers brésiliens dans la salle ?

JEANNIE ELLERS : [inaudible] il y en a un.

TRACY HACKSHAW : Il y en a un là-bas. Donc est-ce que vous leur avez parlé ? Est-ce que vous savez quelle est leur opinion sur le processus de responsabilité ? Bien, c'est très bien. Regardez tout ça sur le site de l'ICANN. Il y a une déclaration minoritaire, que le Brésil a dirigée, et le site du GAC est une très bonne source d'information. Il est actuellement restructuré, mais si vous allez aujourd'hui sur le site du GAC, vous verrez une grande partie de ce que Jeannie a présenté lundi et vous verrez aussi une brève introduction au GAC, comment ce dernier fonctionne et ainsi de suite.

Encore une fois, je ne vais pas vous ennuyer sur la manière dont fonctionne le GAC, mais ce serait peut-être mieux de prendre quelques questions. Qu'en pensez-vous Jeannie ?

JEANNIE ELLERS : S'il vous plaît.

TRACY HACKSHAW : Ça serait parfait. Très bien, je peux donc répondre aux questions sur tous les problèmes spécifiques que vous aimeriez soulever.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Pour la transcription, je suis [inaudible]. J'ai toujours posé cette question. Je pense que je me souviens de la dernière fois où je

vous ai aussi posé cette question. Je ne sais pas comment le GAC fait ses suivis – parce que si vous allez sur le site du GAC, vous y trouverez une liste. J'ai entendu [Maurica] dire que nous connaissions à peu près les représentants du gouvernement, mais très certainement, certains d'entre eux ne sont pas là, et c'est également un problème très important, ils doivent représenter notre gouvernement. Est-ce que le GAC fait quoi que ce soit en terme de suivi lorsqu'il y a des réunions décisives comme celle-ci, pour voir si les membres qui représentent les différents gouvernements participent ou –

TRACY HACKSHAW : [inaudible] membres qui représentent différents gouvernements ?

HOMME NON IDENTIFIÉ : Oui.

TRACY HACKSHAW : J'ai oublié votre question. Quelle était la question, exactement ?

HOMME NON IDENTIFIÉ : La question est, est-ce que le GAC suit ses membres ? Je sais, même avec le problème de la responsabilité, est-ce qu'il suit

tous ses membres qui sont enregistrés en tant que représentants de –

TRACY HACKSHAW : Le GAC n'est pas une chose. Le GAC est un comité de personnes, donc le GAC ne peut pas suivre ses membres. Les membres du GAC sont des membres du GAC, donc la question que je crois que vous posez, c'est : est-ce que le Président du GAC fait du travail avec les membres du GAC en intersession. C'est ce que vous essayez de demander ?

HOMME NON IDENTIFIÉ : Oui.

TRACY HACKSHAW : Le GAC ne travaille pas uniquement dans des réunions en personne, ils ont aussi des réunions en intersession. Ils correspondent abondamment dans des e-mails entre les réunions. Donc en prenant pour exemple le processus de responsabilité, le travail qui aboutit dans cette réunion ne commence pas ici. Il devrait avoir commencé – particulièrement pour les postes qui ont été adoptés par les gouvernements minoritaires depuis la réunion d'octobre dernier à maintenant. De Dublin à aujourd'hui, donc vous allez voir de nombreuses

discussions du dernier communiqué sur ce que le GAC a dit qu'il s'était passé lors de la dernière série de discussions sur la responsabilité en février ou quelque chose comme ça et que les rapporteurs ont produit.

Par exemple, certains membres ont ressenti que la discussion sur les accords qui ont été conclus en octobre n'avaient pas été suivis en février. Ils ont donc alors travaillé ensemble collectivement et ont donné leurs propres opinions. Les membres eux-mêmes, personne ne dirigeait la discussion, donc les membres du GAC eux-mêmes avaient fait ça. Parfois, le Président exécutif ou les Vice-présidents viennent et disent : « OK, bon, nous voulons faire une conférence téléphonique. Maintenant que vous avez vu toutes ces opinions, organisons une conférence téléphonique ensemble avant cette réunion pour exprimer vos propres opinions et voir s'il y a un consensus ou des divergences d'opinion, et ainsi de suite. »

Mais le GAC en lui-même ne se piste pas, parce que les gouvernements sont autonomes. [inaudible] gouvernements n'attendent pas du GAC qu'il les piste. Les gouvernements sont autonomes, ils sont souverains en ce sens. De ce point de vue, je ne pense pas que le GAC se piste lui-même, mais le Président du GAC ne fait pas de travail en regardant et en s'assurant que les membres sont entendus et que les opinions sont exprimées.

JEANNIE ELLERS :

Est-ce que vous vous souvenez quand nous parlions de ça lundi, quand nous parlions de comment les gouvernements deviennent des membres du GAC et comment ils sont tous des individus et que ça forme le comité. C'est en quelque sorte ce dont nous parlons, le comité en tant que tout. Chaque gouvernement individuel est responsable de lui-même, donc quand vous repensez à cette structure d'ensemble, lorsque j'ai expliqué la structure d'ensemble, le GAC en lui-même – je pense que l'appeler le GAC fait partie du [inaudible], le Comité consultatif gouvernemental. C'est un peu plus compliqué que ça, parce que chaque gouvernement est représenté ici pour son compte.

C'est la même chose quand un autre membre de la communauté ne parle pas pour le compte de sa propre organisation, ils peuvent parler en leur propre nom. Ils ne représentent pas l'opinion du GAC, ils représentent l'opinion de leur propre gouvernement. C'est seulement dans les communications du GAC qu'il y a leur opinion. Est-ce que je me fais bien comprendre ?

HOMME NON IDENTIFIÉ : Oui. Donc est-ce que nous posons une question à notre gouvernement lorsqu'ils ne sont pas activement impliqués dans les réunions du GAC ? Je suis ici, et pas en tant que quelqu'un qui fait partie du GAC.

TRACY HACKSHAW : Je ferais attention, parce que si vous n'avez pas mis sur pied un rapport avec votre gouvernement avant et qu'ils ne comprennent pas ce que vous essayez de dire ou d'exprimer, alors ce sera très difficile de les réprimander de ne pas participer. Comme je l'ai dit avant, c'est très bien, et j'ai également dit que je participais à des réunions comme celles-là pour que vous puissiez connaître votre représentant du GAC et avoir une opinion. Même si vous êtes un individu, c'est bien. Les membres du GAC sont des gens, c'est des êtres humains, donc vous pouvez décrocher le téléphone et les appeler. Je suis sûr que votre ministère a un numéro de téléphone. « Je voudrais parler à etc. Je comprends que vous êtes un représentant du GAC. J'ai une opinion très particulière à propos de ce problème. »

Je suis sûr à 100% qu'ils seraient choqués que quelqu'un les appelle, mais ils diraient aussi : « Oh, bien sûr, organisons une réunion » parce qu'ils aimeraient entendre le retour de leur électeur, et les membres du GAC sont généralement des

technocrates. C'est pas des ministres, ils ne sont pas aussi élevés qu'un premier ministre ou un ministre, donc c'est juste des personnes qui travaillent au gouvernement et qui aimeraient entendre leurs –

MADHVI GOKOOL : Sur le site du GAC, j'ai trouvé en quelque sorte deux noms d'officiels du gouvernement qui font partie du GAC. Je sais qu'il y a une restructuration en cours là-bas, et ça pourrait peut-être expliquer pourquoi nous n'avons pas de représentant là-bas pour le moment. Mais pour s'assurer que chaque gouvernement est représenté dans l'élaboration de politiques ou qu'ils s'impliquent dans ce que l'ICANN fait, quelle est la manière dont ça fonctionne dans le GAC ?

TRACY HACKSHAW : Désolé, qu'est-ce que vous venez de dire ?

MADHVI GOKOOL : Comme je viens de le dire, il y a un changement de personnel. Ces représentants pourraient par exemple prendre leur retraite ou ils pourraient être remaniés par un ministre de la TIC à un autre ministère, parce que ce sont des technocrates. Et je sais que c'est ce qu'il se passe en ce moment dans mon pays.

Maintenant, qu'est-ce qu'il se passe ? Est-ce que les chaînes se brisent, ou est-ce que le GAC prend soin de lui-même ?

TRACY HACKSHAW :

Très bien, donc encore une fois, c'est des individus, oui, cependant, les gouvernements sont je pense légèrement différents donc disons comment, disons l'ALAC, comment est-ce que l'ALAC fonctionne. Les individus du GAC, il y a plus de 160 membres dans le GAC. Le challenge qui nous attend, si les membres changent, alors vous penseriez que les postes changent. Mais dans un pays, très certainement, du moins dans la plupart des pays, il y a une sorte de structure en place pour des postes comme la gouvernance de l'Internet pour les DNS et ainsi de suite.

Il est donc très improbable qu'un pays qui ne participe pas pendant un an ou deux, pour que lorsqu'ils reviennent, ils aient simplement un nouveau poste pour la gouvernance de l'Internet, parce que le poste d'un pays devrait être le poste d'un pays. Il ne s'agit pas de contester le fait que les gouvernements changent, les postes changent sur la politique, ou dans certains pays – je ne veux pas dire que c'est nécessairement enregistré, mais certaines personnes peuvent donner leur opinion en tant que membre du GAC. Je ne sais pas. Si c'est le cas, alors ce que vous dites sera très stimulant, dans la mesure où si des individus

quittent le GAC, alors la personne qui va venir pour le ou la remplacer pourrait ne pas être au courant de ce qu'il se passe.

Dans ces situations, il y aura des défis. Mais dans l'ensemble, la plupart des pays ont des structures en place qui permettraient aux membres du GAC de venir, si ils sont nouveaux, pour continuer sur les notes précédentes des politiques. Et lorsqu'ils arrivent, ils vont parler de la position du pays. Même si la position change, ça va être une position. Vous n'avez pas tendance à trouver les représentants du GAC – du moins ceux des plus grands pays en particulier – changer de ce qu'ils appellent les postes capitaux.

Vous aurez tendance à trouver beaucoup de pays qui reviennent à la capitale pour répondre à un grand nombre de choses qui se sont passées au cours de la réunion, il se peut donc qu'ils ne disent rien au cours de la réunion mais ils pourraient dire quelque chose lors de la réunion suivante ou au cours de la réunion, parce qu'ils ont besoin de consulter la capitale, c'est comme ça qu'ils disent, et ils reviennent et disent: « OK, maintenant que nous avons consulté en permission avec les souhaits, la position et ça et ça, [inaudible], nous voyons maintenant ça comme ça etc. »

C'est la longue réponse à la question, mais je pense que c'est clair. Ça dépend, mais il est plus probable que vous ne voyiez

pas les opinions ou les postes qui changent si les membres de pays changent ou tournent. Ça ne devrait pas, ça n'est pas supposé l'être.

ADETOLA SOGBESAN : Vous venez de répondre à une partie de ma question en répondant à l'autre question. J'ai déjà eu cette question avant, j'ai fait la queue avec ça, mais quand j'étais à la réunion du GAC hier, [inaudible] deux fois à la réunion et ça a affiné ce qu'était ma question. Je pense que les pays qui font partie du GAC où nous discutons notre longue ligne diplomatique internationale. Bien sûr, nous savons ce que certains pays – l'opinion du Brésil n'était pas [inaudible] pour moi par exemple si nous avons suivi la diplomatie internationale à l'extérieur de l'ICANN, ou l'opinion de la Chine ou l'opinion de l'Iran par exemple.

Une fois que nous savons ce que les pays ont fait en dehors de l'ICANN, ces pays ont tendance à apporter la diplomatie internationale à l'intérieur de l'ICANN. Et nous avons vu ça au cours de la réunion du GAC d'hier. La question que je voulais poser est, ces pays ont des lois différentes. J'ai lu il y a quelques années qu'il y avait eu un cas avec l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis avec Blackberry, disant que les données devaient rester dans leurs pays, et pas résider au Canada.

Est-ce que l'ICANN a des contrats différents avec des pays différents ? Est-ce que la politique du GAC serait de dire : « Ce sont les lois de nos pays. Nous ne voulons pas que notre [inaudible] domaine ou quoi que ce soit ne réside au Canada » par exemple ? « Nous voulons que ça reste aux Émirats Arabes Unis, nous voulons que ça reste en Afrique » ou quelque chose comme ça. Qu'est-ce que le GAC va faire, et comment est-ce que ça affecte le fonctionnement de l'ICANN ?

TRACY HACKSHAW :

C'est une question très sensible. Commençons par le commencement, l'ICANN ne contrôle pas le contenu donc ça ne marche pas avec le contenu. C'est un point important, donc je suppose que je ne pourrais répondre à la question que du point de vue du DNS. Précédemment, dans les anciennes discussions du GAC avant que la politique ne fasse son apparition, les discussions techniques concernant la sécurité, le DNS, et ainsi de suite étaient des opinions ou des discussions très neutres, en général.

La sécurité et la stabilité du DNS, où que ce soit, vous hébergez le site web ou peu importe ce que vous faites. Donc du point de vue du GAC et de l'ICANN, d'un point de vue technique, il n'y devrait pas y avoir de discussion politique – appelons ça comme ça – sur la situation des choses, et le fait que Blackberry héberge

les données ici et là et ailleurs. C'est parfois l'ITU [inaudible] et ce dont ils parlent etc. L'ICANN n'entre pas dans cette discussion. Cependant, récemment avec le programme des nouveaux gTLD, vous avez tendance à trouver que la discussion commence à émerger, et récemment avec les révélations de l'Estonie et le problème de la confidentialité des problèmes du WHOIS, vous avez tendance à trouver que cette discussion s'infiltrer maintenant dans les discussions du GAC.

Vous avez raison, c'est les pays qui ont des lois différentes qui s'intéressent à ce que fait l'ICANN. Pas le GAC, ce que l'ICANN fait à propos de ce genre de choses. Je pense que le jury est toujours dehors, sur comment ça va émerger. Tout ce processus de transition de l'IANA fait, en fait, partie de cette discussion au sujet de passer d'une société américaine à un ICANN après transition qui est entièrement mondialisé etc. Je crois que vous allez voir plus de réflexions sur ces lignes.

Le GAC n'a pas d'opinion en tant que GAC. Les pays ont des opinions, mais je crois que l'opinion sous-jacente au sein du GAC est que l'ICANN doit respecter la loi internationale. Définir la loi internationale est un autre problème, mais c'est la pensée sous-jacente. Ce que signifie la loi internationale et ce que les lois des pays individuels signifient veut dire une autre discussion à avoir,

mais il y a toujours une idée que le processus devrait respecter les lois de ces pays.

Manifestement, il y a un problème juridictionnel avec l'ICANN, où il se trouve et ce qu'il peut faire. Mais au delà de ça, ça devrait rester neutre et parler seulement du problème du DNS et des racines etc., et pas nécessairement du lieu où sont hébergées les données, comment les données bougent et l'encodage des données et ce genre de choses. Vous parlez du contenu et vous passez à un type de discussion très différent dans lequel l'ICANN n'est pas censé être impliqué.

Même si vous pouvez les entendre en parler, mais ils disent qu'ils ne sont pas un régulateur et qu'ils ne sont pas un contenu – ils ne s'occupent pas du contenu, donc c'est pour un forum différent. Bien que le GAC puisse essayer d'amener ça comme un problème, ce n'est pas supposé être un problème – mais le GAC en lui-même, en utilisant le GAC comme entité, les pays dans le GAC sont libres de faire ce qu'ils veulent. Donc ils sont libres de soulever ces problèmes, et libres d'avoir des positions si nécessaire pour discuter des questions où l'ICANN lui-même verrait ça comme faisant partie de leur portfolio. Je crois que ça serait une discussion entre le Conseil d'administration de l'ICANN et le GAC lui-même si ce conseil devait un jour être donné.

CLAUDINE SUGIRA : Je voulais juste demander, je suis allée à des séances du GAC et certaines se sont échauffées et ont été assez intenses. Comment est-ce que le GAC arrive à un consensus lorsque les membres ne sont pas d'accord ?

TRACY HACKSHAW : On le répète très attentivement, en faisait très attention. Le processus du consensus, en réalité, si vous êtes un étudiant en politique ou en négociation, aller à une réunion du GAC, plus particulièrement maintenant et demain, ce sera – peut-être pas demain parce qu'ils vont l'arrêter – mais maintenant, si vous y allez maintenant ou demain, pendant qu'ils rédigent dans le texte ouvert la réponse à la proposition sur la responsabilité, vous verriez comment le consensus se fait au sein du GAC.

C'est proche de ce que vous voyez dans les Nations Unies ou dans d'autres organisations, mais ce n'est pas exactement pareil, parce que c'est un peu moins formel. Cependant, le concept de consensus, c'est tout le monde perd. Personne n'a l'impression d'avoir gagné, tout le monde perd et personne n'est content, tout le monde est également mécontent. C'est le genre de sentiment.

Donc si vous utilisez ça comme justification pour avoir le consensus, alors plus personne ne va sourire et il y aura beaucoup de disputes. Mais comme le précédent Président dont j'ai appris beaucoup disait : « Qu'est-ce que vous pouvez accepter ? » Je crois que c'est le concept du consensus. « OK les gars, nous sommes tous en train de nous disputer, de parler de ci et de ça, de faire ça et ça entre crochets, l'option A et l'option B. Alors après tout ça, calmons nous, qu'est-ce que vous pouvez accepter ? » C'est la meilleure chose que je puisse vous apporter.

Donc si vous pensez à ça et à la manière dont les gens fonctionnent, le rôle du Président et du Vice-président est important sous cet angle. Avoir des pays qui ne veulent pas se mettre d'accord pour être d'accord sur quoi ne pas être d'accord, et que peuvent-ils accepter ? C'est de cette manière que se construit le consensus. Ça peut prendre des jours, ça peut prendre des heures, mais à la fin de la journée, nous avons toujours en quelque sorte atteint une sorte de consensus à mi-chemin.

À la fin, les statuts constitutifs du GAC vous donnent une gamme d'opinions. Que vous atteignez un consensus ou non, vous êtes capables de dire : « Certains pays ont exprimé une opinion sur ça et ont dit ça, et d'autres pays ne l'ont pas fait. » C'est une tradition du GAC, et je crois que dans d'autres forums, les pays

ne sont pas nommés. Donc vous ne dites pas que le pays A ou le pays B ont cette opinion et que le pays C a cette opinion. Je pense que c'est une tradition, donc le consensus est construit en utilisant presque l'anonymat et le GAC en utilisant le gros GAC atteint en quelque sorte ce consensus approximatif.

FEMME NON IDENTIFIÉE : N'utilisez pas le mot consensus approximatif.

TRACY HACKSHAW : N'utilisez pas le mot consensus approximatif. On me guide.

JEANNIE ELLERS : Allez-y.

SONAM KEBA : Bonjour, j'ai appris hier que mon pays ne fait pas partie du GAC. Et je voudrais savoir comment approcher mon gouvernement, comment est-ce que je leur fait prendre conscience de l'importance de l'ICANN, où est-ce que nous pourrions avoir comme – c'est comme une base communautaire et c'est pour les politiques. Ma deuxième question est, parce que nous venons d'un pays en voie de développement et ils vont demander pour les finances, [inaudible] quelles sont les politiques discutées ?

Parce que je dois m'assurer qu'ils entrent dans le monde de l'ICANN, pour que je puisse avoir des informations pour que je puisse atteindre mon gouvernement.

TRACY HACKSHAW : OK, je ne me souviens plus de la deuxième question mais je vais répondre à la première, qui est, si votre pays n'est pas membre, qu'est-ce que vous faites ? Je crois que la chose la plus facile pour le moment est de se tourner vers le Vice-président de l'ICANN ou le responsable de cette région, cette zone, puisqu'ils ont des réunions avec le gouvernement régulièrement. C'est ça. Donc si vous rencontrez cet individu, c'est l'Asie Pacifique, il doit s'agir de Jian Zhang, et il doit aussi y avoir Savea qui est VP, n'est-ce pas ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : VP pour l'Océanie.

TRACY HACKSHAW : Très bien, OK, donc si vous rencontrez cette personne, qui que ce soit, [inaudible] vous les rencontrez lors du prochain voyage dans ce pays ou à une réunion où ce pays est présent, vous pourrez parler à cet individu et dire : « Vous savez, il y a cette chose qui s'appelle l'ICANN, etc. » Il se peut que ce ne soit pas

cet individu à qui vous parlez qui va être le représentant du GAC, mais au moins il rendra plus claire l'importance du GAC, etc. Pour le soutien au voyage – je ne sais plus quelle était la question exacte.

JEANNIE ELLERS :

Aussi loin que va le soutien au voyage, à moins que ça n'ait été changé, mais je ne pense pas que ça l'ait été, le GAC a attribué 30 frais de déplacement, et il s'agit de 30 frais pour – comme vous l'avez dit – les économies en voie de développement. Les règles ne sont pas les mêmes que le programme boursier pour le moment, mais le critère se base sur ça. Ça a été écrit de la même manière, et la manière dont vous demandez ça est une fois que vous êtes un membre du GAC, il y a – y a-t-il encore un appel d'offres et tout ça ? Il y a un appel d'offres pour les frais de déplacement, et ils sont ensuite sélectionnés par la comité de sélection du GAC et c'est le billet d'avion, l'hôtel, et c'est la même idée de base.

La troisième question était à propos des politiques qui ont été discutées dans le GAC, ce qui est – Tracy, continuez.

TRACY HACKSHAW :

Ça va, encore une fois, être sur le site web du GAC, vous pourrez voir – une des choses les plus importantes à regarder sont les

domaines thématiques ainsi que le conseil de registre. Le conseil de registre vous donne une sorte d'aperçu historique de ce que le GAC a discuté. Tout depuis [inaudible] à .xxx aux problèmes du WHOIS pour sauvegarder pour les GCTLDs pour – il y a toute une gamme de problèmes. Aujourd'hui et dans les jours qui ont précédé, ils ont tous discuté de la responsabilité, mais il y a une petite place pour les problèmes de ccTLD liés à l'ALAC et ils ont travaillé sur la réunion avec B. C'est une gamme de sujets qu'ils discutent. Les ordres du jour sont publiés assez publiquement, et vous pouvez les regarder.

Je crois qu'après cette réunion, il y aura un retour à ce que le GAC devrait normalement faire, ce serait comme quoi, cinq ou six domaines thématiques par réunion. En ce moment, ils discutent surtout d'un domaine, parce qu'ils ont besoin de résoudre ça. Donc ce n'est pas vraiment la bonne réunion pour regarder ce qu'ils font, c'est un mauvais exemple, mais après cette réunion, nous devrions revenir à – il y a un ordre du jour structuré avec cinq ou six domaines et je pense que [inaudible] certain temps avant de revenir à la normale avant le programme des nouveaux gTLD. Merci.

JEANNIE ELLERS : Allez-y.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Pareil pour le travail de l'ICANN et du GAC, l'ICANN travaille selon une approche ascendante, tient compte de la communauté, et les gouvernements travaillent généralement selon une approche descendante. Ma question pour vous est : quelle influence est-ce que le GAC a sur les politiques de l'ICANN, et vice et versa. Comme par exemple : quelle influence a l'ICANN sur les décisions ou les politiques du GAC ? Merci.

TRACY HACKSHAW : Premièrement, le GAC ne fait pas de politique, le GAC donne des conseils, c'est donc la limite du GAC. Je ne serais probablement pas d'accord avec vous pour dire que les gouvernements sont descendants. Je pense que beaucoup de gouvernements pensent qu'ils sont certainement plus ascendants que ce que vous pensez, donc je ne dirais pas nécessairement que chaque gouvernement du monde est descendant, bien que je sois sûr que certains le soient. L'idée, c'est que le GAC – comme vous l'appellez – le GAC est toujours un ensemble de gouvernements.

Le GAC ne fait pas de politique, le GAC donne des conseils sur la politique. Je vais essayer de répondre à votre question un peu différemment. Le GAC a été plusieurs fois pris au dépourvu par la politique de l'ICANN. La politique de l'ICANN est faite par les SO

et ils arrivent normalement très tard dans la partie, et revoient leur politique et ensuite doivent prendre des décisions critiques dessus ou donner des conseils. Donc ce que vous faites en ce moment pour utiliser l'approche ascendante, le GAC a réalisé qu'il ne pouvait pas continuer à juste donner des conseils après les faits, donc ils arrivent en fait bien plus tôt dans le processus, appelant ça l'engagement précoce du GAC et en s'engageant dans le PDP. Je suis sûr que vous avez déjà entendu parler du PDP, donc le fait d'avoir le PDP et des membres du GAC très tôt dans le processus pour qu'ils puissent faire des commentaires tout au long, est encore une fois une sorte d'ascendance, tout bien considéré.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Inverser les liaisons.

TRACY HACKSHAW : Inverser les liaisons, exactement, donc ils sont supposés être une liaison du GAC à la GNSO, et une liaison de la GNSO au GAC. Et ce genre de choses sont conçues pour créer de nouvelles manières de travailler pour que lorsqu'une politique arrive, le GAC n'ait pas à donner de conseils de dernière minute et créer une sorte de contentieux entre la SO et lui-même. Je ne sais pas si ça répond à cette question, parce que c'est difficile de

répondre du GAC – parce qu'encore une fois, le GAC c'est des gouvernements multiples, et je ne peux pas dire que le GAC ait une manière de fonctionner en termes de politique, parce qu'il ne fait pas de politique, il donne juste des conseils.

JEANNIE ELLERS :

Pour revenir à la question qui a aussi été posée plus tôt, quand vous pensez aux politiques dont le GAC parle et sur lesquelles le GAC travaille, c'est la même idée de base que celle sur laquelle le reste de la communauté de l'ICANN travaille. Le GAC parle des mêmes choses dans leur salle, les mêmes choses dont parlent la GNSO dans leur salle, il en parlent juste d'un point de vue de politique publique. Tout ce qui impacte leurs gouvernements nationaux ou la loi internationale. C'est une perspective complètement différente, donc la GNSO peut regarder ça, et leurs différents électeurs peuvent regarder ça : « Comment est-ce que ça affecte mon business ? » Donc je vais être impliqué dans ce PDP sur la base de ça. Comment est-ce que ça affecte mon but non lucratif ? » L'ALAC se penche sur la manière dont ça affecte les utilisateurs finaux. Le GAC se penche sur la manière dont ça affecte pas seulement les gouvernements, mais comment est-ce que ça affecte les lois nationales du pays dans lequel je me trouve ? Le pays dont je suis le gouvernement en

tant que représentant du gouvernement, et c'est de ça dont parlait Tracy plus tôt.

Pourquoi, dans les réunions du GAC, ils doivent si souvent revenir en arrière et disent qu'ils écoutent quand le GAC rencontre la GNSO. Ils écoutent, ils y pensent, ils reviennent et ils disent : « La GNSO nous a amené ça, maintenant nous devons donner des avis. » Donc cet engagement précoce est vraiment important, parce que ce qu'ils font pour le moment c'est de devenir plus impliqués dans le processus bien plus tôt. Pas nécessairement pour influencer le processus, parce que le GAC est toujours un Comité consultatif, mais ils ont un aperçu plus tôt du PDP avant qu'il soit terminé.

Ils ne donnent pas de conseils sur le PDP avant qu'il soit terminé, mais ils savent que ça arrive. Ils ont un tête à tête, en gros, et ils auront une idée et seront capable de cadrer leur travail et leurs discussions autour de ça plutôt que – quelqu'un a-t-il déjà lu un PDP ? C'est un long document, et devoir le préparer pour ça et puisque le GAC généralement – aussi souvent qu'ils se rencontrent par e-mail – le GAC arrive à un consensus en tête à tête. Je ne pense pas que ça ait changé depuis que j'ai arrêté de travailler dans le GAC, mais le GAC arrive à des consensus en personne.

Cette journée peut paraître longue, mais elle est courte. C'est une réunion d'une semaine pour que 161 gouvernements arrivent à un consensus sur des problèmes politiques très importants, pour voir comment ces problèmes affectent leur électeurs, chez eux. Est-ce que ça rend les choses un peu plus claires que lorsqu'ils donnent des conseils au Conseil d'administration de l'ICANN pour dire : « Voilà comment ça affecte les lois gouvernementales, etc. » Nous conseillons au Conseil d'administration de l'ICANN de dire : « Vous devriez penser à ça avant de mettre en œuvre cette politique. »

Ensuite l'ICANN, par l'intermédiaire des statuts constitutifs de l'ICANN, doit prendre en considération ce conseil et ensuite revenir vers le GAC et dire : « Nous avons accepté votre conseil, nous allons mettre en œuvre le PDP en gardant ces choses en tête » ou : « Nous allons revenir vers la GNSO et dire : «Hé, les gars, pensez-y un peu plus ou nous n'allons pas procéder à la mise en œuvre. » » C'est un processus qui est long. Les PDP sont longs, le processus de conseil du GAC peut aussi être long.

Si le Conseil d'administration rejette le conseil, ils doivent donner une justification. Il doit y avoir des discussions entre le GAC et le Conseil d'administration. Essentiellement, une décision doit être prise. Le GAC a besoin d'expliquer au Conseil d'administration pourquoi c'est important. Le Conseil

d'administration a besoin d'expliquer pourquoi ils rejettent leur conseil, si c'est pour des raisons légales ou non, ou nous ne pouvons pas accepter ce conseil parce qu'il est basé sur les lois d'un domaine ou etc. C'est un processus intéressant à vraiment regarder.

TRACY HACKSHAW :

Jeannie est frappée par le problème de l'intérêt public, donc ça revient à ce que vous disiez. Le GAC et les gouvernements du GAC pensent fortement qu'ils travaillent pour l'intérêt public. Que vous soyez d'accord avec moi ou non, je suppose que ce n'est pas une question. Les gouvernements en tant que entités pensent que c'est leur travail. Ils travaillent dans l'intérêt public. La définition de ce qu'est l'intérêt public est quelque chose de discutable, et c'est quelque chose que même le processus de responsabilité a fait ressortir, que toute circonscription et même électeur doit avoir une définition différente d'intérêt public.

Les gouvernements sont d'avis que l'intérêt public et la politique publique sont ça ou égalent à ça, ou de la perspective du gouvernement, c'est l'opinion finale, parce que l'intérêt public et la politique publique est ce qu'ils ont établi en tant que gouvernement. Certains l'appellerons politique nationale dans leur juridiction et intérêt national. Ils pourraient utiliser ces mots, et que je soulève ça au sujet de la GNSO, ça doit être très

confus, parce qu'il se peut que la politique publique ne soit pas égale à la politique nationale dans leur opinion, et c'est là qu'il y a un peu de désaccord.

Il y a donc du travail à faire là. Je pense qu'une fois que tout le monde comprend cette nuance et comprend l'opinion des autres, alors votre question de savoir si le GAC travaille ou non en ligne avec l'ICANN ou l'ICANN travaille en ligne avec le GAC pourrait être plus appropriée, parce qu'à ce point, ce n'est pas ce dont ils parlent, et ensuite ils pourraient travailler ensemble. Merci.

HALEFOM HAILU ABRAHA: Je fais aussi partie du gouvernement et je sais que mon gouvernement n'est pas dans le GAC, donc je pose cette question, y a-t-il des exigences de qui va approuver cette candidature? Parce que dans notre cas, nous avons deux départements dans notre gouvernement. Nous avons une agence du gouvernement séparée qui s'occupe de la cybersécurité et un ministère séparé de la TIC. Donc la tête de cette cybersécurité appliquée à l'adhésion du GAC et ils n'ont pas encore eu de réponse. J'ai demandé ça à Bob avec le responsable africain de l'engagement des parties prenantes et il lui a dit que le ministre de la TIC pouvait approuver ça. Donc est-

ce qu'il y a des exigences qui devraient être approuvées ? Peut-être le Premier Ministre, ou toute exigence à ce sujet ?

Une autre question est, pourquoi est-ce que le rôle du GAC se limite à être consultatif ? Les gouvernements pourraient voir ça

–

TRACY HACKSHAW : Boum.

JEANNIE ELLERS : C'était une question si facile au départ.

TRACY HACKSHAW : Très bien, la première question, donc le secrétariat du GAC et les cadres supérieurs du GAC, la direction n'est pas impliquée dans les problèmes internes à la maison. C'est aussi simple que ça en a l'air. Ce qui aurait pu arriver est qu'il y ait deux lettres au GAC disant que, « Nous sommes les représentants du GAC. » Il est complètement possible que ça se soit passé. Il se peut que vous ne sachiez pas ça, mais il se peut que ça se soit passé. Ça s'est déjà passé avant. Ce qui risque de se passer ou qui a pu se passer alors, c'est qu'ils aient peut-être répondu à l'un ou à tous les deux et qu'ils aient dit poliment : « Veuillez résoudre ça »,

parce que si vous voulez être le représentant du GAC ou un représentant du GAC, ça devrait venir d'une autorité.

Un ministre est aussi haut que vous pouvez penser, j'imagine, ou un ministre, et-ou un secrétaire permanent dans votre ministère ou à la tête de [OCU] ou quelque chose comme ça. Le secrétariat/cadre supérieur acceptera ça comme représentant du GAC. Ils ne s'impliquent pas, ils ne questionnent pas si ça vient ou non d'un ministère de la TIC, ministère de la cybersécurité. Si le gouvernement dit : c'est le représentant du GAC, c'est le représentant du GAC. Si il y a deux ou trois lettres ou quatre ministères – c'est déjà arrivé par le passé, Jeannie, vous savez ça.

JEANNIE ELLERS : Plus d'une fois.

TRACY HACKSHAW : Dire que c'est le représentant du GAC, vous pourriez trouver qu'il n'y a pas d'actions prises parce que c'est clairement une contestation. Et encore une fois, la direction du GAC ne décide pas qui est le représentant du GAC, « Bien, c'est plus une TIC, donc ça devrait être le représentant du GAC. » Ils ne font pas ça. Ou ne disent pas « Si un ministre a écrit ça, c'est définitivement le représentant du GAC versus le [inaudible] écrit ça. Bien, c'est

moindre. » Ce n'est pas le rôle du secrétariat ou de la direction, donc vous pourriez trouver une contestation ici. Encore une fois, je suppose qu'il serait très utile de travailler avec votre Vice-président pour résoudre ça, parce que ça pourrait être plus un chemin pour l'équipe de l'ICANN de faire la liaison avec le gouvernement pour indiquer qu'il pourrait y avoir – il existe de nombreux cas où il y a de nombreux représentants du GAC venant d'un pays. Il y a un représentant et une alternative et ils viennent de différentes agences.

JEANNIE ELLERS : Et un conseiller.

TRACY HACKSHAW : Oui, un conseiller technique, peut-être que le régulateur pourrait avoir un représentant, pourrait venir du GAC d'un pays A et le ministère pourrait aussi être là. Ils viennent tous aux réunions, il se peut qu'ils se connaissent les uns les autres, mais ils vont se rencontrer à la réunion. Des choses comme ça se sont déjà produites avant et ce n'est pas quelque chose que le cadre supérieur du GAC ou le secrétariat peut contrôler, mais ça s'est déjà produit avant.

Deuxième question.

JEANNIE ELLERS : Je ne vais pas prendre ça.

TRACY HACKSHAW : Donc il y a les personnes qui débattent, et encore une fois, si vous allez à la réunion du GAC maintenant ou demain matin, vous entendrez probablement cette discussion au sujet de – c'est vraiment au centre de ce que discute le GAC en ce moment. Donc pourquoi est-ce qu'ils sont seulement conseillers ? Bien, laissez-moi dire que le Comité consultatif gouvernemental n'existe pas par lui-même, c'est une créature de l'ICANN. Ce n'est pas l'UIT. Donc l'ICANN a décidé qu'elle aimerait recevoir des conseils de la part des gouvernements, et ils ont créé un Comité consultatif, pour recevoir des conseils, il y a les statuts constitutifs de l'ICANN et le GAC a ses propres statuts constitutifs, qui sont guidés par les statuts constitutifs de l'ICANN.

Que ce soit ou non parce que ça doit être juste ou équitable par les autres gouvernements est une autre question, mais le débat a commencé depuis – encore une fois je suppose que c'était le genre de discussions récentes avec le dernier qui était en décembre, le dernier qui était une réunion de haut niveau, parlant des personnes étant sur un pied d'égalité. Ça a toujours

été l'inverse, parce que le système des Nations Unies a toujours perçu que la société civile et que les autres acteurs n'étaient pas sur un pied d'égalité avec les gouvernements.

Donc cette décision, cette déclaration est en quelque sorte l'inverse. Pour placer les acteurs sur un pied d'égalité dans leurs rôles respectifs. C'est ce qui se passe. Maintenant, dans le monde de l'ICANN, ça semble être différent. Il semble que – je dis ça avec prudence, parce que selon les gouvernements, certains organismes, comme les SO par exemple, peuvent élaborer des politiques alors que les gouvernements peuvent seulement – et « seulement » est entre guillemets – donner des conseils sur les problèmes.

Maintenant, je vais faire attention et dire [inaudible] quelle est la différence entre ça, cependant, si vous regardez attentivement les statuts constitutifs, vous verrez que dans ma propre opinion, il pourrait ne pas y avoir trop de différence en termes d'égalité de ce qu'il se passe, parce que le conseil – comme Jeannie l'a souligné plus tôt – doit être considéré par le Conseil d'administration avec la politique, et considéré attentivement, et dans certains cas ils doivent retourner avec l'organisme qui élabore les politiques et dire : « Selon le conseil du GAC, qui a été donné dans l'intérêt général, veuillez s'il vous plait effectuer ces changements. »

Dans l'opinion de certaines personnes, c'est plus puissant que la politique. Ça vient après les faits, c'est plus puissant. Les gouvernements pourraient penser que c'est moins puissant parce que : « Nous ne faisons pas de politique. » Le jury est sur ça, une discussion importante a lieu. Il y a des opinions ici et partout à ce sujet. Si vous voulez entendre ces opinions en direct, allez-y demain et écoutez-les, parce que c'est ce qui est en train de se passer en ce moment. Cette discussion a lieu en même temps que nous parlons, comme ce qui se passe avec ce sujet.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Nous avons probablement le temps pour une – OK, deux questions de plus. Trois questions de plus. Trois questions de plus, c'est tout, j'arrête à trois, et j'ai déjà mes trois dans la file. Oh mon dieu, est-ce que je dois en prendre quatre ?

FABRICIO PESSOA : En gros, hier – en fait aujourd'hui, j'ai regardé une partie de la discussion au sujet de la sécurité publique ou quelque chose comme ça. La sécurité publique, oui, et j'ai vu qu'ils expliquaient des choses très simples, comme comment est-ce que fonctionne un IP et des choses comme ça, ce qui me fait penser que peut-être la connaissance des gens là-bas en tant que représentants

du GAC n'est pas la même, ils n'ont pas vraiment la même connaissance de tout ce qu'il se passe ici.

En pensant à ça et en ajoutant ça à quelque chose que j'ai entendu hier pendant le forum public, quand un type a dit : « Quand est-ce que l'ICANN sera plus puissant qu'un gouvernement ? » Parce qu'en gros, il y a certaines choses que les gouvernements disent : « l'ICANN peut juste dire non. » N'est-ce pas quelque chose qui est quelque peu injuste, si il y a certains pays où vous savez que certaines personnes sont très conscientes de ce qu'il se passe et de la manière dont les choses fonctionnent, et que toutes les personnes qui ne sont pas aussi conscientes sont au même endroit, essayer d'arriver à un consensus à propos de quelque chose ?

Et encore une fois, en plus de ça, est-ce qu'il y a une sorte de formation de fond ou quelque chose comme ça pour les représentants du GAC pour qu'ils soient plus conscients de la manière dont les choses fonctionnent et de ce qu'il se passe ?

TRACY HACKSHAW :

Oui et oui, deux réponses sont très faciles. Ce problème a été particulier, en particulier pour les pays en voie de développement, donc vous avez tendance à trouver dans une réunion du GAC, si vous y allez – je vais être honnête, sur 100

personnes qui sont là-bas, dix pays peuvent parler pendant toute la réunion, et les mêmes dix, peut-être même moins. Les autres pays restent silencieux et il se peut qu'aucun d'entre eux ne sache ce qu'il se passe. C'est un aspect de ça, il se peut qu'ils ne soient pas capables de parler du sujet parce qu'ils n'ont pas encore de position. C'est un problème.

Juste aussi, il se peut qu'ils ne soient pas bien informés, c'est vrai. Ça a été reconnu par le GAC en tant que GAC, et ils ont formé un groupe de travail [inaudible], dont la capacité de renforcement est une grosse partie, et alors que nous avons essayé de faire de la capacité de renforcement avant, avec les nouveaux membres en particulier, ce n'est toujours pas durable. Il y a nulle part où vous pouvez aller et obtenir des informations du GAC spécifiquement sur demande.

Vous pouvez aller à l'ICANN et obtenir des informations sur l'ICANN, mais peut-être que les problèmes du GAC sont particuliers, peut-être qu'ils sont différents, peut-être que les perspectives doivent être légèrement nuancées, et ça sera réglé et ça sera reconnu et nous travaillons aussi avec l'équipe de l'ICANN comme au sein du GAC pour régler ça, mais ce n'est pas juste. Je suis d'accord, ce n'est pas juste que des personnes viennent à la réunion du GAC et ne soient pas complètement briefées, et une grande partie de ça, c'est parce que même les

ressources à la maison dans les pays d'origine ne sont pas efficaces. Peut-être qu'il y a seulement une personne qui suit un problème de l'ICANN aussi bien que des problèmes UIT, aussi bien qu'OAS aussi bien que d'autres problèmes, et il se peut qu'ils n'aient pas le temps d'être briefés avant une réunion. Ou peut-être qu'ils ne comprennent pas ce dont ils discutent, et je pense que c'est très important pour eux d'être conscients pour qu'ils puissent participer, donc c'est correct, et c'est vrai que ça arrive.

MICHAEL ILLISHEBO :

Ma question à trait aux groupes de travail du GAC. Depuis la 52^{ème} réunion de l'ICANN à Singapour, le groupe de travail sur la sécurité publique a été formé. Il est né à Singapour et rectifié pendant la 53^{ème} réunion de l'ICANN. Du point de vue des comités, l'ICANN a déjà un Comité consultatif sur la sécurité et la stabilité, et à l'ICANN, il y a un Comité consultatif sur la sécurité et la stabilité, qui en quelque sorte fait le même travail que le groupe de travail sur la sécurité publique. Je ne sais pas comment dire, pourquoi est-ce que le groupe de travail sur la sécurité publique tombe sous le SSOC, et pas sous le gouvernement ?

TRACY HACKSHAW : Je ne suis pas du tout d'accord avec vous ici. La sécurité publique et la sécurité et la stabilité de la racine sont deux problèmes différents. La sécurité publique et l'application de la loi, c'est une autre paire de manches. Si vous prenez le Comité consultatif sur la sécurité et la stabilité, il n'y a je pense qu'un membre de l'application de la loi dans ce comité en ce moment même, [inaudible]. C'est un comité consultatif monté sur un nombre X de personnes. Le groupe de travail sur la sécurité publique du GAC est fait de membres du GAC, 160 membres dans l'idéal, ainsi que leurs agences d'application de la loi.

Dans certains pays, ce serait l'équivalent du FBI aux États-Unis, ou il y aurait une police [inaudible], une pseudo-police ou quasi police, armée, cyber [CSIT] et SIT, hackers éthiques, tous types d'organisations officielles, mais le SSAC en lui-même ne s'applique pas. Si vous regardez ce à quoi il s'applique, c'est la stabilité de la racine. Le groupe de travail de sécurité publique s'applique à un peu plus que ça.

Oui, les problèmes du SSAC seront l'hybridation, il y aura un chevauchement, mais le groupe de travail sur la sécurité publique s'applique à un nombre de problèmes significatifs plus grands que le SSAC. Par exemple, le problème du WHOIS, le SSAC ne s'applique pas à ça. Le problème du WHOIS est couvert par [inaudible] mais ce n'est pas le SSAC qui couvre le problème

du WHOIS. C'est un des problèmes les plus importants du moment, donc je ne suis pas d'accord pour dire que c'est les mêmes, et parce que c'est la sécurité publique, encore une fois comme l'intérêt public, et il est perçu que le GAC est la maison naturelle pour quelque chose comme la sécurité publique opposée à la cybersécurité, ce qui est un peu différent, ou sécurité, qui est le problème spécifique avec le SSAC. Est-ce que c'est clair ? La sécurité publique et l'application de la loi, c'est vraiment ce dont ils s'occupent.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Allez-y.

HOMME NON IDENTIFIÉ : OK. Ma question est – je sais que le GAC comprend beaucoup de groupes de travail. Le groupe de travail du GAC pour la sécurité publique, les régions faiblement desservies, tous ces groupes de travail. Qui travaille dans ces groupes de travail ? Parce que de ce que je sais, la majeure partie de ce GAC, ils ont des représentants, et certains d'entre eux, je peux dire qu'ils ne sont pas nombreux, de mon point de vue. Donc qui sont ceux qui servent dans ces groupes de travail ? Est-ce que je peux, en tant que boursier, me porter volontaire dans ces groupes de travail comme je travaille pour le gouvernement dans mon pays, mais

je ne suis pas vraiment un représentant. Est-ce que je peux contribuer à ces groupes de travail, me porter volontaire ?

TRACY HACKSHAW : Encore une fois, comme je l'ai dit plus tôt, vous devriez prendre contact avec votre représentant du GAC. Il n'y a pas de restrictions en ce qui concerne qui peut être dans un groupe de travail une fois que c'est sous l'égide du GAC, c'est ce que j'essaie de dire. Donc si le représentant du GAC de votre pays dit que : « J'aimerais que vous participiez à ce groupe de travail si vous êtes un spécialiste du domaine », alors je pense qu'il n'y a aucune raison pour – Jeannie va éclaircir ça.

JEANNIE ELLERS : Je vais juste essayer d'éclaircir – je pense que la question est, c'est un peu... Les groupes de travail du GAC opèrent différemment de, disons, un groupe de travail volontaire de la GNSO.

TRACY HACKSHAW : Oui, très différemment.

JEANNIE ELLERS : Les groupes de travail du GAC sont internes au GAC, mais si ils les ouvraient un peu comme un groupe de travail intercommunautaire, ce serait une opportunité à un moment donné, mais c'est – les groupes de travail du GAC sont généralement internes au GAC. Mais du point de vue de Tracy, certainement si vous êtes dans votre gouvernement, vous faites le lien avec votre représentant du GAC.

TRACY HACKSHAW : Oui, c'est très juste. Je ne suis pas sûr que ce soit clair, donc les groupes de travail du GAC ne sont pas des groupes de travail publiques. Ils ne sont pas tous publiques. Même si le groupe de travail sur la sécurité publique n'est pas publique, c'est un groupe de travail du GAC interne au GAC, mais si vous êtes du gouvernement – je le dis à nouveau – et si vous êtes aligné avec votre représentant du GAC, que vous comprenez qui il est, et que vous leur parlez etc., si c'est le représentant du GAC qui dit : « Je voudrais que John Smith soit un expert dans ce domaine pour assister le groupe de travail du GAC », je ne pense pas qu'il y ait vraiment de précédent mais je ne pense pas que ce serait un problème. Si le représentant du GAC lui-même ou elle-même conseille le secrétariat ou le Président que vous devriez être impliqué.

Je ne vais pas mettre ma tête sur le billot et dire ça, mais je ne pense pas que ça va être un problème, si le représentant du GAC est la passerelle.

JEANNIE ELLERS :

Dernière question, et ensuite j'aurais besoin que vous restiez assis bien sagement une seconde après la réponse à cette question et je dois revoir certaines choses. Le temps est terminé, nous sommes tous fatigués, je suis aussi exténuée, mais nous avons encore une question. C'est la toute dernière, je n'ai pas vu votre main levée, et j'en suis désolée, mais allez-y, continuez.

HOMME NON IDENTIFIÉ :

C'est bon. Dernière question : comme vous avez mentionné plus tôt qu'il y avait juste un nombre de représentants du GAC qui assistaient aux séances du GAC, est-ce qu'il y aurait une possibilité que vous envisagiez de ne pas forcer mais vraiment encourager ces représentants à débarquer aux séances, ou peut-être que lorsqu'il y aura des événements de l'ICANN, ils seront tous là pour exprimer leur soutien ou peut-être avoir un consensus ?

JEANNIE ELLERS : La question est d'encourager les membres du GAC les plus silencieux à parler pendant les réunions, ou d'avoir un recours pour que les membres du GAC parlent à part le GAC ?

HOMME NON IDENTIFIÉ : L'un est un recours, et l'autre serait d'encourager l'assistance d'être à 100% autant que possible.

JEANNIE ELLERS : OK, 161 gouvernements dans la salle du GAC.

TRACY HACKSHAW : Ouahou ! Donc oui, c'est l'[axe] à avoir – je pense qu'il y a 240 pays dans les Nations Unies ou quelque chose comme ça, plus de 200, donc c'est l'[axe] à avoir pour que tous les pays soient représentés dans le GAC. C'est une chose, et ce serait bien. Il y a un [axe] à avoir, tous les pays qui font partie du GAC viennent aux réunions du GAC. Malheureusement les frais de transport étaient seulement pour 30, et c'est littéralement suffisant pour chaque réunion puisque je pense que c'est passé de 25 à 30 et ça a été littéralement –

JEANNIE ELLERS : C'est parti de 6.

TRACY HACKSHAW : 6, 20, 25, 30, littéralement chaque fois depuis lors, il y a donc beaucoup d'intérêt de la part des pays qui je suppose ne sont pas capables d'assister, mais c'est seulement 30, donc l'ICANN ne peut pas subventionner plus de 100 pays pour qu'ils viennent. Je suis sûre qu'ils adoreraient, mais ça serait très difficile et je suis sûre qu'ils ne peuvent pas – quand même, beaucoup de places jusqu'à maintenant.

JEANNIE ELLERS : [inaudible]

TRACY HACKSHAW : Et oui, la participation à distance est disponible, mais je ne pense pas que les représentants du GAC l'utilise autant que nous le voudrions, et même si ça était utilisé, ce n'est pas vraiment bien – pour les discussions qu'il y a à l'intérieur du GAC, c'est difficile de les suivre à distance. C'est vraiment difficile. La manière dont nous parlons du travail, c'est un peu difficile, mais néanmoins, il y a de l'intérêt. Et j'imagine qu'un jour, quand tout pourra être cliqué et marchera bien, qu'il y aura des fonds disponibles et une salle assez grande pour recevoir tout le monde etc., il y aura plus de 200 pays autour de la table –

imaginez ça – dans la salle du GAC pour discuter d'un communiqué du GAC. Ce sera marrant.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oui.

TRACY HACKSHAW : Sur s'il y a ou non des pistes en dehors du GAC, oui, donc le forum public est une très bonne piste. Je pense que les pays qui restent silencieux dans la salle du GAC, beaucoup d'entre eux parlent en dehors du GAC dans leurs régions, donc il y a des réunions de type régional que le GAC devrait organiser. Qui ne seraient pas appelées réunions du GAC pour que les gouvernements africains puissent y participer, les gouvernements d'Asie du Pacifique puissent y participer etc., et les représentants du GAC pourraient être là. C'est une autre piste, et aussi, en travaillant dessus dans ce que nous appelons les couloirs, les marges, vous avez tendance à trouver beaucoup de pays qui ne parlent pas dans la pièce principale et ne travaillent pas non plus dans les marges ou eux-mêmes sont appelés à travailler dans les marges.

Donc si vous trouvez que les pays principaux, disons les États-Unis, qui parle vraiment beaucoup dans le GAC, un grand pays, ils pourraient demander à un plus petit pays de venir et :

« Laissez-moi rebondir sur vous » et écouter leur opinion etc. Ça arrive beaucoup pendant les pauses café qui sont très longues, et vous avez tendance à les voir se rencontrer et se réunir en comité restreint, et vous avez tendance à voir les grands pays – soit délibérément, soit autrement – amener les plus petits pays à parler des problèmes qu'ils voulaient apparemment soulever au cours de la réunion et ensuite même les soulever là-bas, ou peut-être également aborder un problème, etc.

Il y a donc des pistes comme ça, que les gouvernements traditionnels ont. Ce dont ils ne parlent pas ici, ils peuvent en parler à un autre représentant, et soulever leurs problèmes, parce qu'il se peut qu'ils ne soient pas capables de soulever le problème, parce qu'il se peut qu'ils ne soient pas autorisés à parler du problème, mais si c'est un problème qu'a le pays, ils peuvent le soulever avec un autre représentant qui est autorisé à parler de plusieurs problèmes. Des choses comme ça se passent dans le GAC.

JEANNIE ELLERS : Tracy, merci, je pense que c'était une très bonne discussion. Si vous voyez Tracy marcher dans le coin –

HOMME NON IDENTIFIÉ : [inaudible]

JEANNIE ELLERS : Si vous voyez Tracy, ne lui donnez pas de répit. J'adore Tracy, c'est un boursier, donc donnez-lui un peu de répit, mais vraiment, arrêtez-le, posez-lui des questions et si il peut – il sait probablement qui est votre représentant du GAC, il peut au moins vous aiguiller dans la bonne direction, et je sais aussi probablement qui est votre représentant du GAC.

TRACY HACKSHAW : Je suis heureux de [inaudible]. N'hésitez pas.

JEANNIE ELLERS : Oui, si il y a quelque chose que l'un d'entre nous peut faire, et encore une fois si votre piste est par l'intermédiaire de votre représentant régional, c'est mon équipe, donc je les connais tous, et ils ont peur de moi, donc je vais les plaquer dans un couloir et m'assurer que votre représentation régionale à l'ICANN sait qui vous êtes, tous. Un peu de gestion interne avant de vous libérer, la première chose c'est demain matin, frais et dispos à 7h – oui, dans la salle où nous étions le matin, nous allons avoir le SSAC à 7h, le RSSAC à 7h30, l'Unité constitutive des utilisateurs commerciaux juste après ça et ensuite nous allons entendre l'IPC, donc demain, nous allons avoir un autre matin chargé.

Venez avec toute question que vous pourriez avoir pour ces unités constitutives et ces comités consultatifs dont nous allons entendre parler. L'IPC est l'Unité constitutive des représentants de la propriété intellectuelle, au passage. Donc, mesdames, venez prendre une photo avec moi – c'est la Journée Internationale des Droits des Femmes – avant que je vous laisse partir. Messieurs, vous pouvez y aller. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]